

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/1 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.2.63678

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

porta le premier volume de sa traduction de Cervantes révèle chez Bertuch un flair certain pour les entreprises littéraires lucratives, que la suite allait confirmer.

Il fonda et édita des journaux et des périodiques à succès comme l'«Allgemeine Literaturzeitung» en 1785 et l'année suivante le «Journal der Moden und des Luxus» et surtout il se lança dans les affaires avec la création en 1791 du Comptoir d'Industrie. Il put abandonner son emploi à la Cour en 1796 et au bout de quelques années fournit du travail à plus de cinq cents personnes, c'est-à-dire au dixième de la population de Weimar! Il s'agissait, dans l'esprit du caméralisme, de produire sur place les articles de luxe auparavant importés de France, d'encourager une production locale à la croisée de l'art et de l'artisanat. Mais Bertuch fit principalement fortune comme éditeur, lançant revue sur revue et d'innombrables ouvrages de vulgarisation dans les domaines les plus variés du savoir (géographie, botanique, arboriculture, pédagogie, etc.) ainsi que des cartes, des atlas et des globes terrestres pour répondre au besoin d'information accru du lectorat «éclairé». Ce faisant, Bertuch s'attira le mépris condescendant des classiques que la médiocrité littéraire de cette production indisposait, mais restait fidèle à l'esprit des Lumières.

Les entreprises de Bertuch survécurent sans trop de mal à la tourmente révolutionnaire et à l'occupation napoléonienne et après 1815 l'éditeur donna une orientation politique à ses publications comme le quotidien la «Weimarer Zeitung» (1817-1820) d'inspiration libérale qui fut interdit («le premier quotidien politique moderne du XIX^e siècle en Allemagne»). Antérieurement déjà le périodique «London und Paris» (1798-1815), surtout remarquable par ses caricatures anglaises, s'était attiré en 1804 les foudres de la censure.

Après la disparition prématurée de son fils Carl en 1815, Bertuch confia en 1817 la direction de son empire à son gendre, le professeur de médecine Ludwig Friedrich Froiep auquel succéda son propre fils Robert. L'entreprise ne sortit définitivement des mains de la famille Bertuch qu'en 1855.

La biographie de W. Steiner et d'Uta Kuhn-Stillmark conçue pour un vaste public, à la fois précise et agréablement écrite, devrait inspirer des travaux plus spécialisés portant sur les différents aspects de la personnalité et de l'œuvre du seul vrai entrepreneur privé du Weimar classique, qui au cours d'une vie incroyablement active fut aussi franc-maçon, conseiller municipal, philanthrope, responsable de l'aménagement du parc de Weimar, etc. et qui n'échappa cependant pas au génie du lieu: la littérature, la culture et l'éducation.

Roland KREBS, Paris

Peter ALBRECHT, Ernst HINRICHS (Hg.), Das niedere Schulwesen im Übergang vom 18. zum 19. Jahrhundert, Tübingen (Niemeyer) 1995, X-405 p.

Voici comme le dit l'introduction «un titre pragmatique» pour recouvrir en fait l'analyse, à partir de cas concrets, de la constitution progressive d'un système scolaire élémentaire d'État, émancipé de la tutelle ecclésiastique. Cette évolution s'est faite à des moments différents en Allemagne mais l'*Aufklärung*, en particulier sa forme tardive la *Volksaufklärung*, a toujours joué un rôle décisif dans cette mutation. La fin du XVIII^e siècle voit un peu partout des projets de réforme de l'école élémentaire, d'amélioration de ses bâtiments, de la formation de ses maîtres et de sa pédagogie, d'imposition d'une véritable obligation scolaire, projets qui sont portés par les élites dans le cadre de l'absolutisme éclairé. Ils n'aboutirent pas forcément à des résultats complets et immédiats mais ils auront été désormais posés comme problèmes à résoudre par l'État pour les décennies suivantes.

Issu d'un colloque de la Lessing-Akademie, ce livre s'attache à dresser les contours de cette mutation en dressant un inventaire (non exhaustif) de réformes accomplies dans le nord-ouest de l'Allemagne. Le principe de base était de privilégier les études concrètes, en puisant dans les archives, d'unités territoriales de taille réduite, pour confronter les réalisations sur le terrain

aux ardeurs programmatiques. D'autres axes d'approches, comparatifs ou thématiques, furent aussi parcourus. On doit souligner la cohérence méthodologique et géographique de la démarche: on est loin du fourre-tout qui caractérise trop souvent ces ouvrages collectifs. Cette cohérence se retrouve dans le plan: les 5 premières contributions concernent les thèmes généraux, 9 contributions sont ensuite consacrées à des études de cas, et le dernier chapitre ferme l'ouvrage sur les progrès de l'alphabétisation en Allemagne du Nord.

Bernd ZYMEK ouvre l'ensemble par une remarquable présentation critique de la production historiographique allemande, qui mérite qu'on s'y arrête. Pour lui, l'histoire de l'école n'a pas été jusque dans les années 1960 un objet de recherche scientifique légitime, l'historiographie traditionnelle considérant l'histoire politique comme seule digne d'intérêt et la pédagogie étant, depuis sa fondation comme discipline universitaire, plus ou moins hostile à l'institution scolaire comme instrument de répression de l'authenticité de l'enfance. La seule recherche légitime se réduisait donc à une interprétation pédagogique de l'histoire intellectuelle (*Geistesgeschichte*). Son objet n'était pas les écoles, leur empreinte concrète dans la réalité historique mais des textes concernant la préparation de réformes scolaires, les formes scolaires idéales, et le plus souvent des théories sur l'éducation en général. Sinon, il y a toujours eu une érudition locale portée par des maîtres ou des fonctionnaires de l'administration scolaire, souffrant d'un manque de connaissance du contexte et des outils de l'histoire scientifique, qui constitue toutefois une littérature secondaire appréciable par les sources qu'elle a publiées. La naissance de l'histoire sociale dans les années 60 et 70 a réinséré l'école dans le champs des objets légitimes de recherche, en lui donnant en outre des instruments de conceptualisation et des problématiques empruntés à la sociologie, la politologie et l'économie. Cette première phase de l'historiographie de l'école comme histoire sociale a été très marquée par certaines théories sur le changement social et sur la position fonctionnelle du système scolaire à l'intérieur du procès global de la société et vis-à-vis des autres sous-systèmes sociaux, en particulier tout ce qui touche aux théories de la modernisation, de l'industrialisation, de la professionnalisation, de la socialisation, aux modèles de structures et de mobilités sociales. B. Zymek en fait rapidement le tour en soulignant leurs implications pour les recherches sur l'école. Mais il constate pour terminer que celles-ci portent principalement sur la position fonctionnelle de l'école dans le processus global de l'histoire sociale et politique, sans véritable analyse du développement structurel et quantitatif du système scolaire. Presque toutes les descriptions sont biaisées stratégiquement pour les besoins de la démonstration, ou ne traitent que de tout petits fragments de la réalité qui sont trop rapidement généralisés. Il plaide donc pour une étude empirique de tout le système scolaire en tant que système global, et qui prenne la peine de suivre les processus de longue durée. Tel est le sens du travail statistique qu'il a entrepris en collaboration avec D. K. MÜLLER depuis une dizaine d'années¹: il s'agit d'interpréter le changement de structure du système qui passe d'un conglomérat multiforme d'écoles pour la plupart multifonctionnelles, nichées chacune dans un milieu local, fonctionnel, social spécifique, à un système scolaire véritable avec une structure globale au niveau de l'État, différenciée fonctionnellement, et hiérarchisée.

Après ces vues très originales, deux communications sont destinées à apporter un éclairage comparatif mais elles n'y réussissent guère dans la mesure où elles tombent dans le travers que les éditeurs affirment vouloir éviter: P. BOEKHOLT fait un point (trop succinct et orienté encore vers l'histoire des idées) sur les tentatives de réformes de l'enseignement primaire aux Pays Bas en insistant sur leur caractère autochtone. Hans-Christian HARTEN suit les projets et mesures prises pour l'école primaire en France de Turgot à Napoléon avec une attention particulière pour la Révolution, sans aucune évaluation de leur impact réel. Revenant

1 D. K. MÜLLER, B. ZYMEK, Sozialgeschichte und Statistik des Schulsystems in den Staaten des deutschen Reiches, 1800–1945. Datenhandbuch zur deutschen Bildungsgeschichte. Bd. II, Göttingen 1987.

à l'Allemagne, Rudolf W. KECK s'interroge sur le problème spécifique de l'enseignement des pauvres dans les plans scolaires des philanthropes, en prenant garde toutefois de ne pas s'en tenir à une vision philosophique. Sa thèse centrale est que les efforts de réforme et l'intérêt des Lumières se sont portés d'abord vers la bourgeoisie et les classes moyennes en tant que noyau de la nation, mais que ce n'est qu'à partir des années 1780 que la scolarisation des classes inférieures urbaines et rurales entre dans le centre d'intérêt du mouvement philanthropique.

Holger BÖNING fournit la transition idéale par son texte sur la « découverte de l'enseignement élémentaire par les Lumières allemandes » qui confirme le caractère tardif de cet intérêt, mais rappelle qu'il ne signifie pas que cet enseignement naisse alors comme l'a trop pensé la recherche ancienne. En même temps que se développe la *Volksaufklärung*, cette tentative d'éducation de l'homme du commun à finalité morale et économique, la réforme des petites écoles devient un point central de l'engagement éclairé. La partie la plus intéressante de ce chapitre concerne la place de l'école dans les utopies éducatives des Lumières de Tobler à Zschokke: centrale jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, elle n'apparaît plus après la Révolution française comme la panacée du changement social mais comme moyen parmi d'autres, notamment la politique, de favoriser le progrès.

Hanno SCHMITT donne la première étude de cas du recueil avec une recherche sur « la signification de l'ordonnance des écoles de campagne de 1753 pour le développement des petites écoles dans le duché de Brunswick-Wolfenbüttel ». Le contenu est heureusement plus large que ne le suggère ce titre qui se focalise encore excessivement sur l'histoire législative de l'école. L'ordonnance brunswickoise de 1753 est en effet bien connue en Allemagne où elle passe souvent (à tort) pour la première véritable législation organisant sérieusement l'enseignement élémentaire. L'intérêt de la communication n'est pas là mais dans la synthèse qui a été faite sur la réalité scolaire du duché vers 1750 à partir de relevés statistiques précis disponibles dans les archives du Consistoire. Ceux-ci attestent de la forte densité scolaire du duché avant même les réformes éclairées (81% de villages avec école, de 91 à 97% dans le cœur du duché et dans le Harz), de la scolarisation des filles (en 1762, un fort échantillon (70%) de 240 écoles réunit 6328 filles pour 6765 garçons²), de l'effort relativement important fait pour les salaires des maîtres dans cette société de pénurie (23 000 Rtlr pour environ 20 000 élèves). L'enquête n'est pas aussi poussée malheureusement pour la fin du siècle de sorte que les progrès enregistrés depuis l'ordonnance ne peuvent être quantifiés. Cela ne résoudrait pas cependant la question de la causalité car rien ne dit que l'effort réglementaire de l'État ait joué le rôle déterminant dans l'évolution. H. SCHMITT en revient à l'idée qu'il avait déjà développée dans sa thèse³, à savoir que c'est l'engagement des cadres intermédiaires pour la réforme (clergé local, fonctionnaires, nobles éclairés) qui rend compte des réussites locales. Cette explication par les « porteurs » de réforme a ses mérites mais elle ne suffit pas à expliquer un phénomène global. Ce qui frappe dans cette analyse, c'est qu'elle est complètement déconnectée des réalités économiques et de l'évolution du contexte social: l'élévation du niveau de vie qui permet de dégager une partie du travail des enfants pour leur donner plus de qualification, le développement de fonctions et de métiers nécessitant un minimum d'instruction comme alternative à l'agriculture, le fait justement que l'on passe d'un type d'éducation à un autre pour des raisons de promotion sociale. Bref on ne dépasse pas encore l'explication par l'offre pour envisager celle par la demande.

Hans OTTE s'est intéressé quant à lui aux petites écoles des 8 paroisses de la minorité réformée du duché de Brême en s'efforçant de dégager les particularités confessionnelles dans une comparaison avec les écoles luthériennes environnantes. Sur bien des points, les structures notamment, les similitudes l'emportent. Le système de nomination des maîtres fut

2 À rapprocher de notre compte-rendu de l'ouvrage de E. KLEINAU et Cl. OPITZ, voir p. 238.

3 Schulreform im aufgeklärten Absolutismus. Leistungen, Widersprüche und Grenzen philanthropischer Reformpraxis im Herzogtum Braunschweig-Wolfenbüttel 1785-1790, Weinheim, Basel 1979.

plus favorable cependant à l'installation de personnel qualifié. Au tournant des deux siècles, les questions pédagogiques commencent à être perçues comme supraconfessionnelles, ce qui permet d'introduire des méthodes et des manuels communs aux deux confessions. Le confessionnalisme reprendra cependant sa vigueur dans la seconde moitié du XIV^e siècle. Alwin HANSCHMIDT étudie une réforme de l'enseignement élémentaire dans le comté catholique de Rietberg en Westphalie, qui s'est faite à l'instigation même du prince Anton Wenzel von Kaunitz-Rietberg et de son conseiller Fischer sur le modèle de Felbiger et d'Overberg. C'est typiquement une réforme de l'absolutisme éclairé. L'étude est très complète et bien détaillée (58 p.) même s'il manque des éléments de vérification empirique des suites de la réforme.

Hubert STEINHAUS complète cette vision des efforts de modernisation de l'école du côté catholique par la présentation du cas de l'évêché de Münster où le vicaire général et ministre Franz von Fürstenberg conçoit entre 1782 et 1793 une réforme de l'enseignement dans l'esprit des Lumières avec l'aide du chapelain Bernhard Overberg, véritable père des petites écoles du territoire. Après un rappel des points principaux de cette œuvre réformatrice, l'auteur s'attache à suivre son application sur le terrain en choisissant une circonscription de taille modeste, le baillage (*Amt*) de Meppen, pour lequel les rapports d'inspection, très précis, sont bien conservés. Ce faisant, il remonte aussi jusqu'au XVII^e siècle pour reconstituer la mise en place du réseau scolaire: vers 1660, toutes les paroisses ont au moins une école au chef-lieu et les filiales qui n'en n'ont pas se voient généralement dotées d'une école annexe dans la seconde moitié du siècle. L'œuvre des Lumières vise donc plus à une amélioration qualitative qu'à la constitution d'un réseau qui existe déjà.

Sibylle BRÜGGEMANN, à qui l'on doit une thèse solide sur les maîtres d'écoles de Frise⁴, donne sans doute la contribution la plus proche du terrain et donc la plus neuve de ce livre. À partir des catalogues d'élèves imposés par l'administration prussienne (dont dépend cette région), elle entreprend l'étude minutieuse de l'évolution des comportements et des performances scolaires de la paroisse d'Engerhufe entre 1766 et 1812 (qui comporte aussi une école annexe dans le village rattaché d'Oldeborg). La fréquentation scolaire progresse assez nettement mais bute sur un môle de 18% d'élèves peu assidus, 2% seulement n'étant pas scolarisés. L'étude des performances est la plus intéressante pour le calcul, qui connaît la plus forte évolution dans le temps et en fonction des catégories sociales et du sexe. Les progrès sensibles qu'elle révèle à partir de 1783 tiennent au personnel en place et à la demande sociale, et non pas aux efforts des Lumières ou de l'État (dont les représentants semblent indifférents à la question). L'auteur se démarque explicitement des conclusions pessimistes de Wolfgang NEUGEBAUER⁵ en se fondant sur la différence de structure sociale et agraire entre la Frise Orientale et le noyau central de la Prusse: ici, les communautés de paysans étaient libres et avaient le droit de patronage et un intérêt propre pour «leur» école. Wolfgang NEUGEBAUER présente précisément un exemple de réforme par le haut à travers l'histoire du Junker Marwitz, seigneur du village de Friedersdorf dans la Mittelmark, conservateur sur le plan politique mais soucieux d'améliorer son domaine en le modernisant. Son action essentielle pour l'école est d'exiger la présence effective des enfants de paysans à l'école sous peine d'amende, d'apporter différentes améliorations matérielles et de favoriser l'enseignement du calcul. Son action est à rapprocher de celles de plusieurs familles nobles de la région et du duché de Magdebourg (Alvensleben, Münchhausen) au profit de villages qui étaient depuis le Moyen Âge dans les possessions de ces familles. Ceci démontre qu'il existait même dans la noblesse – et en tout cas en dehors de l'État – un potentiel de réforme d'initiative locale. L'auteur poursuit là une de ses thèses favorites, avec plus d'efficacité quand il descend à ce degré de microhistoire (son dossier est malheureusement moins riche que celui de S. Brüggemann).

4 Landschullehrer in Ostfriesland und Harlingerland während der ersten preußischen Zeit (1744–1806), Köln 1988.

5 Absolutistischer Staat und Schulwirklichkeit in Brandenburg-Preußen, Berlin, New York 1985.

On regrettera seulement qu'il écrase comme à son habitude le lecteur de notes infrapaginales encyclopédiques et disproportionnées.

Il fallait sans doute ne pas oublier totalement les expériences pédagogiques d'avant-garde qui ont monopolisé l'attention des premiers historiens de l'éducation. Erhard HIRSCH s'en charge en rappelant comment la « colonie pédagogique » de Dessau sous la férule de Basedow marqua l'irruption de la « nouvelle éducation ». Il consacre en outre un excursus substantiel à la naissance de la gymnastique comme discipline éducative à l'Institut de Dessau.

Uta REINHARDT nous invite à poser le regard sur les petites écoles urbaines, en faisant l'historique de l'enseignement non latin à Lunebourg depuis le XVI^e siècle. À côté des écoles d'écriture et de calcul publiques (la première en 1539), se sont multipliés des maîtres privés à partir du XVII^e siècle, concessionnés par l'autorité ou clandestins (*Klipp-* et *Winkelschulen*), ce qui témoigne d'un besoin d'instruction non couvert par les institutions publiques. C'est dans ce domaine en particulier que s'emploient des femmes et c'est aussi le lieu où sont scolarisées beaucoup de filles. Mais le cœur de l'étude est consacré à la *Bürgerschule* (pour les classes moyennes) et à la *Freischule* (pour les orphelins et les pauvres) fondées comme un même établissement en 1816 mais séparées ensuite, y compris dans leurs bâtiments (1856). Le rôle essentiel du surintendant Christiani est souligné, les interactions entre les pouvoirs (État, municipalité, Église), le recrutement social et les problèmes divers de l'œuvre sont bien étudiés, mais l'ensemble gagnerait à être un peu mieux structuré et problématisé.

Peter ALBRECHT complète notre information sur la prise en charge des élèves pauvres en ville par sa contribution sur l'*Armenschule* de Brunswick, réformée en 1802 sur le modèle de celle d'Hambourg. À vrai dire il s'agit ici plutôt de suivre comment l'institution, en étant placée de 1802 à 1853 sous la tutelle de l'État mais en gardant des liens étroits avec la ville et l'Église, a su développer son autonomie en jouant habilement de la constellation des pouvoirs. Ceci dit, le fait d'être une institution d'État lui imposait aussi un programme politique s'articulant autour de quelques principes forts: égalité de traitement, transparence des procédures d'admission et d'attribution d'aides, incitation à l'autoformation et donc droit à la formation. En suivant la réalisation de ce programme, l'auteur traite les aspects principaux de ce type d'institution, en se fondant sur une connaissance approfondie des archives acquise lors d'un travail de maîtrise sur ce sujet (1966). La richesse informative du texte l'oblige à traiter certaines réalités brunswickoises d'une façon parfois trop allusive pour le lecteur ordinaire.

Ernst HINRICHS clôt l'ouvrage par un article bilan et programme sur l'histoire de l'alphabétisation en Allemagne du Nord. Il critique la thèse qui voudrait que l'alphabétisation des campagnes n'ait sérieusement commencé qu'au XIX^e siècle ou tout au moins avec les Lumières. À partir d'exemples épars mais concordants, il montre que la scolarisation et l'apprentissage de la lecture à des fins religieuses avaient déjà fait des progrès substantiels au XVII^e siècle, grâce à un réseau scolaire déjà en place pour l'essentiel à la fin du XVI^e siècle. D'une certaine façon, cet article démonte le mythe des Lumières ou plus exactement remet à sa juste place leur rôle dans l'histoire de l'éducation. Il conclut sur la nécessité de recherches sur l'alphabétisation dans toute l'Allemagne⁶.

Il faut saluer en ce livre un tournant de l'historiographie allemande de l'éducation de la période moderne. Même s'il ne signifie pas que tout soit complètement et définitivement changé⁷, il indique une direction nouvelle des études sur l'école, affranchie du poids de l'his-

6 Ce souhait a été en fait réalisé par l'auteur lui-même avec un groupe d'élèves et de collègues à travers un programme de recherche financé par la fondation Volkswagen, dont les résultats ont été pour partie déjà publiés, cf. entre autres Hans Erich BÖDEKER, E. HINRICHS (Hg.), *Alphabetisierung und Literalisierung in Deutschland in der Frühen Neuzeit*, Tübingen 1999.

7 Voir supra nos comptes rendus des ouvrages dirigés par Notker HAMMERSTEIN ou par Maria OPITZ et Elke KLEINAU, p. 238, 265.

toire des idées, ne considérant plus les institutions d'enseignement comme incarnation des théories pédagogiques et politiques. La démonstration est largement faite par cet ouvrage, si besoin était, que les sources de cette histoire existent, non pas dans les traités, mais dans les archives. Reste à faire remonter cette orientation nouvelle aussi aux XVI^e et XVII^e siècles, qui sont restés trop longtemps orphelins des recherches »empiriques« sur l'éducation.

Jean-Luc LE CAM, Quimper

Edwin DILLMANN, *Schule und Volkskultur im 18. und 19. Jahrhundert: Erkundungen zum Modernisierungsprozeß im saarländisch-trierischen Raum*, Köln, Weimar, Wien (Böhlau) 1995, XV-357 p. (Studien und Dokumentationen zur deutschen Bildungsgeschichte, 57).

Ce livre constitue le 57^e volume de la collection »Études et documents de l'histoire de l'éducation allemande«, qui compte quelques bons ouvrages et dont on peut se féliciter au passage qu'elle ait enfin abandonné ses caractères dactylographiques pour adopter une typographie plus agréable. Il s'agit d'une thèse présentée à la Faculté de Philosophie de l'Université de la Sarre sous la direction de Richard van Dülmen, moderniste, spécialiste reconnu de la culture populaire. Ce patronage se comprend mieux quand on lit la problématique choisie par l'auteur pour étudier l'école: en quoi celle-ci a-t-elle influencé la constitution mentale de la population rurale entre le XVIII^e et le XIX^e siècle et modifié son rapport au monde? L'accent est donc mis sur le champ des relations dialectiques qu'entretient l'école avec son environnement social et culturel. Ces questions peuvent se rattacher à la discussion maintenant classique (de Max Weber, Norbert Elias à Gerhard Oestereich) sur le procès de civilisation, la rationalisation, la modernisation, la *Sozialdisziplinierung*. Cette problématique est développée à travers l'étude concrète d'une région entre Sarre et Moselle qui correspond en grande partie à la circonscription prussienne du gouvernement de Trêve au XIX^e siècle et qui présente l'avantage d'offrir un mélange confessionnel favorable aux comparaisons. En outre des études préalables ont dégagé le terrain¹ et permettent de descendre dans le détail au niveau local. Chronologiquement, l'auteur part des Lumières pour aller jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale.

Le premier chapitre (40 p.) fait le point sur l'armature conceptuelle et méthodologique de l'étude, de façon conforme à l'historiographie allemande mais avec une ambition et une complexité supérieure à la moyenne, en rapport avec celles du sujet. On se situe d'abord dans le cadre des réflexions de Wilhelm Roessler² sur le passage de l'éducation traditionnelle par l'action et l'imitation des adultes dans la société d'ordres (dans le cadre de la »maisonnée complète«) à l'éducation à la compétence de la société bourgeoise moderne, fondée sur la manipulation de système d'ordres et de symboles abstraits, la critique de la tradition, l'auto-réflexion, la rationalisation, la capacité de s'abstraire de sa propre position pour s'investir dans des situations et des constellations étrangères, mais aussi dans le domaine de la morale normative sur l'acquisition de vertus bourgeoises (régulation des affectes, ordre, travail, économie, propreté). Partant de cet héritage historiographique, l'auteur essaye de se représenter comment une »modernisation mentale« s'est concrètement formée et comment les modifications du contexte social y ont contribué. Il s'appuie pour cela sur les instruments théoriques et les connaissances empiriques de la psychologie du développement, provenant principalement des travaux de Piaget, en justifiant leur utilisation dans une recherche historique de deux façons: d'abord par le fait que selon l'auteur les processus mentaux se dérou-

1 En particulier la thèse d'Erwin SCHAAF, *Die niedere Schule im Raum Trier-Saarbrücken von der späten Aufklärung bis zur Restauration, 1780-1825*, Trier 1966.

2 W. ROESSLER, *Die Entstehung des modernen Erziehungswesens in Deutschland*, Stuttgart 1961.